



Compte Rendu de la réunion de Paris

Une délégation de 10 ambulanciers s'est rendu à Paris. (5 de Loire-Atlantique, 3 de Bordeaux et 2 de Rouen – 8 KS et 2 hors KS)). À notre arrivée, nous avons été accueillis par les RG et les CRS. Les RG, nous ont obtenu notre entrée au congrès.

Nous sommes arrivés à 10 h 30, nous n'avons pas eu le temps d'entrer que M. Stéphane Graton (directeur de secteur en Loire-Atlantique pour KS) et M. Nelson Esteves (directeur de secteur à Bordeaux pour KS) sont venus nous voir pour nous demander si nous voulions rencontrer Roland De Barbentane. Bien entendu, nous avons fait 4 h de route, rien que pour lui. Étant donné qu'il n'y avait pas que des salariés KS, ils nous ont proposé de rencontrer un représentant de la FNMS et un représentant de la CNSA, si ces derniers étaient d'accord.

S'en est suivi 2 h de négociation pour réussir à les rencontrer (La tenue Jussieu n'était pas la bienvenue, et nous étions trop nombreux ... Bref tout pour essayer de nous déstabiliser). Nous avons obtenu un rdv à 13 h 30 avec M. Roland de Barbentane, Stéphane Graton, Nelson Esteves pour KS et Pierre-Yves Vanstavel de la CNSA et Olivier Assié de la FNMS. Nous devions avoir au moins le haut de la tenue Jussieu caché et seulement 4 personnes de KS pouvaient être présentes (4 salariés ayant fait le déplacement étaient donc masqués et muselés !) avec en plus les 2 salariés de Rouen.

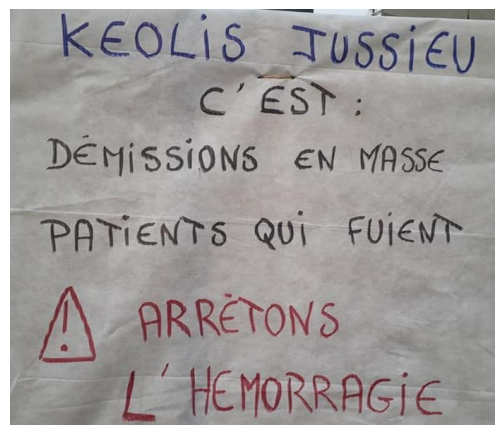


La première partie de l'entrevue s'est déroulée avec l'ensemble des personnes citées. Les salariés ont exposé leurs difficultés et notamment celles des pauses, des coefficients pondérateurs, de la formation, de la reconnaissance de notre profession... Nous leur avons expliqué le mal-être des salariés qui provoque des démissions en cascade. Les organisations patronales ont indiqué qu'un texte d'interprétation de l'accord devait sortir, qu'il était prêt depuis 1 an et demi, mais qu'aucune réunion pouvant le valider n'avait eu lieu pour l'instant. De plus, ils nous disent que le rapport KPMG est

catastrophique pour les entreprises. Chaque salarié a pu prendre la parole. Nous leur avons expliqué qu'il fallait faire un choix pour le patronat : Ambulancier ou Transporteur. À demi-mot, ces organisations patronales nous ont fait comprendre qu'ils avaient choisi : Ambulancier !

Nous avons demandé la vision de M. De Barbentane qui était resté très réservé sur la première partie. Il indique qu'il est dans la profession depuis seulement 9 mois, que les salariés font un travail remarquable, mais que la profession souffre terriblement du manque de reconnaissance. Il indique et s'excuse auprès des organisations patronales, que pour lui, elles ne sont pas assez organisées, combattives pour obtenir le financement à la hauteur de la profession. Il indique aussi que les organisations salariales peuvent mettre la main à la pâte notamment en contactant les délégués qui sont présents dans les CNAM pour les influencer. Il indique qu'il faut faire du lobbying. D'ailleurs, il indique clairement que même si une grève ne fait jamais plaisir et que leur amour-propre a été touché, il est persuadé que notre grève servira à faire comprendre aux autorités d'emplois le mal-être de la profession.

Nous prenons un temps pour échanger entre KS (nous n'avions plus qu'un quart d'heure devant nous.) avec M. De Barbentane. Il utilise tous les mots que nous voulons entendre : reconnaissance, PMT, patients, soins En 9 mois, il a le vocabulaire et la sensation de maîtriser l'historique des entreprises dont il est le PDG. Il indique être ravi de nous rencontrer et que malheureusement, il ne pouvait pas donner satisfaction à nos demandes régulières de rencontre, car il a donné les pouvoirs aux directeurs d'agences et donc il ne peut pas se permettre de passer au-dessus d'eux. Nous le remercions d'accepter même si c'est sous la contrainte de nous rencontrer. Cependant, nous lui indiquons que nous avons le sentiment contraire, que les directeurs d'agences n'ont aucune possibilité d'action sur le financier et un peu sur l'organisationnel. Nous lui indiquons que nous avons l'impression qu'il met toujours et encore plus de fusibles entre lui et nous (les ROP, les REX...). M. De Barbentane indique qu'il met en place une nouvelle équipe avec un nouvel organigramme et que ça va prendre du temps. Il souhaite un management participatif et non un management au bâton comme c'est le cas à l'heure actuelle et principalement dans le sud-ouest. Il est en train de régler certaines choses. Il indique avoir bien entendu les problématiques des salariés même s'il ne peut pas y répondre à l'heure actuelle. Il nous indique qu'effectivement la régulation n'est pas optimale, qu'il y a beaucoup trop de « tour » à vide.



M. De Barbentane, nous demande d'attendre 1 an, 1 an pour que sa politique d'entreprise se concrétise et voir les effets. Nous lui indiquons qu'il est certes là que depuis 9 mois, mais que nos sociétés ont pour la plupart été achetées et vécues à travers Intégral ou le groupe Douillard et que cela fait 3, 5, 7 ans que les patrons ont des belles paroles, mais aucun acte. Nous lui demandons un geste fort pour que l'on puisse lui faire confiance, comme la reconnaissance de l'UES. Il nous indique que pour lui, l'UES serait une erreur au niveau national (il dit vouloir éviter des délégués syndicaux trop éloignés des problématiques du terrain – ou alors il souhaite éviter un CSE commun avec des délégués de proximité) et qu'il préfère que ça soit géré au niveau des secteurs voire des régions. Devons-nous entendre que dans l'organisation qu'il met en place, il y aura reconnaissance de l'UES sur au moins la région ? Il indique qu'il sera compliqué de faire quelque chose de financier, car la société est en déficit d'un peu plus de 4 millions d'euros, ce qui représente 1800€ par salarié. (Ce qui signifierait que nous sommes environ 2300 salariés)

Nous sommes pris par le temps et M. De Barbentane à un autre rdv. Nous arrivons à lui dire 2 choses :

- Pour que les salariés adhèrent à son discours et cette attente qui peut être encore longue, nous lui avons demandé un geste, un geste fort qui nous fera comprendre que c'est un homme de parole et d'acte.
- Nous lui demandons un autre rendez-vous qui sera de sa propre volonté afin d'échanger plus longuement et plus sereinement sur un temps non contraint et forcé.

Même si l'entretien a été sans haussement de ton, voir cordial, le mal-être des salariés et les problèmes de conditions de travail ont été dites clairement. Nous sommes aujourd'hui assurés que notre grand patron et les représentants des patrons ont entendu le message de notre mobilisation.

Devons-nous croire les belles paroles ou devons-nous mettre la pression jusqu'à ce geste fort ?
Contactez vos représentants du personnel pour faire connaître votre avis et connaître les futures modalités d'action !